

Livret Filière QUINOA

Enjeux et polémiques

Par david Erhart, Responsable partenaires et plaidoyer FADM

juillet 2019



Crédit photo - R. Joffre, CNRS, 2011

En 2013, pour l'année internationale du quinoa déclaré par l'ONU, la Fédération Artisans du Monde proposait une animation du mouvement sur les filières quinoa.

Cette animation avait pour objectif, entre autres, de fournir au réseau AdM un argumentaire sur le « boom » du quinoa et ses effets sur les populations rurales boliviennes. En effet, l'augmentation constante et régulière de la demande et donc des prix du quinoa à l'époque avait eut des conséquences sur plusieurs aspects de la production bolivienne (voir doc de 2013) ... mais ce n'était rien à côté de ce qu'il l'attendait.

En effet, ce que l'on a appelé le « boom » du quinoa à l'époque n'était en fait pas grand-chose comparé à ce qui attendait cette filière suite à l'année 2013 et l'euphorie qui s'en est suivie !!!

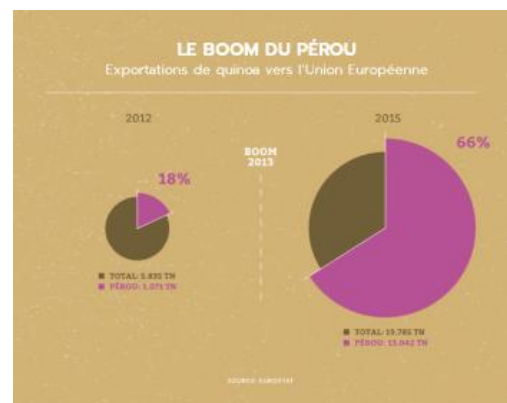
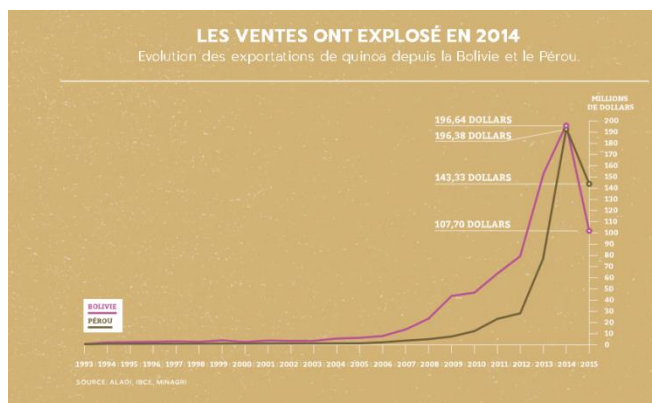
Cette fiche a pour objectif d'actualiser les données de 2013 et de donner quelques éléments de réflexion autour des nouveaux défis auxquels sont confrontées les filières quinoa aujourd'hui.

Un marché complètement bouleversé entre 2013 et 2019

L'année 2013, année déclarée année international du quinoa par l'ONU (Organisation des Nations Unies) a été le déclencheur d'une série de tsunamis économiques pour la filière quinoa. (voir reportage en image : <https://www.liberation.fr/apps/2016/10/quinoa-boom/>)

Cette filière qui restait somme-toute marginale dans le marché mondial mais qui connaissait une augmentation régulière et forte depuis les années 2010 va alors connaître une véritable explosion des quantités produites et du prix de vente. Les exportations vers l'Europe vont bondir de 260% entre 2013 et 2014 et le prix s'envoler pour atteindre des niveaux complètement déconnectés des réalités de terrain : atteignant 9000€ la tonne là où le prix minimum équitable FairTrade est fixé à 2600€ !

Malgré le caractère très déstabilisant de cet effet marché, les producteurs vont tirer leur épingle de ce jeu qui se joue ailleurs : selon un rapport d'une municipalité en Bolivie, les revenus des familles de la ville sont passés de 900€ par an en 1998 à 13 400€ en 2013. «En 2005, il n'y avait aucune construction ici. Le village s'est beaucoup amélioré, les habitants se sont enrichis, ils ont acheté des voitures...».



Mais l'appât du gain va aussi attirer les convoitises d'entrepreneurs locaux ou étrangers qui vont développer les surfaces de production en Bolivie. Au Pérou, c'est la ruée vers le quinoa, mais à la différence de la Bolivie et de son agro-éco-système si particulier où pousse la « quinoa real », ce sont des modes de production conventionnels et intensifs qui vont être choisis pour faire pousser des variétés moins riche que la « real », dans la région d'Arequipa. Avec 3 récoltes par an, les péruviens obtiennent un rendement cinq fois plus élevé que la Bolivie et les exportations du Pérou augmentent de presque 300%, faisant de ce pays le premier producteur de quinoa au monde devant la Bolivie !!!

Mais le quinoa péruvien n'est pas le quinoa real : des trafics s'intensifient entre Pérou et Bolivie pour vendre le quinoa péruvien pour du quinoa bolivien et les modes de production chimiques offrent des produits avec des doses de produits phytosanitaires trop élevés. Les scandales éclatent et le quinoa est refusé aux Etats Unis, en Europe...

Résultat: dès 2014, l'offre devient bien supérieure à la demande et les prix dégringolent. Aujourd'hui, le marché est revenu à des niveaux normaux mais toujours élevés toujours tiré par une consommation en hausse, le quinoa restant un produit très en vogue.

L'évolution de la filière AdM dans la tourmente

Comme c'était déjà le cas en 2013 avant ce boom économique impressionnant, la filière quinoa d'Artisans du Monde n'a pas été exemptée de ces aléas. Mais comme pour la révolution des années 2010 (voir livret 2013), la filière AdM a pu compter sur sa structuration interne s'appuyant sur des organisations de producteurs pour atténuer les effets de ce tsunami économique :

- Mise en place d'un projet agro-écologique pour réintroduire des pratiques respectueuses de l'environnement particulier du Salar et des équilibres naturels préexistants (élevage, pratiques collectives, etc.). Les organisations de commerce équitable (EFTA - European Fair Trade Association) ont mutualisé des moyens pour soutenir un projet de développement de pratiques agro-écologiques ; des mesures simples mais importantes pour garantir une meilleure durabilité de la production de quinoa : (ré) introduction d'élevage de lamas dans les espaces de production de la quinoa, production de compost pour amender naturellement le sol, périodes de repos coordonnées (jachères collectives), plantation de haie vive pour ralentir l'érosion éolienne.
- D'un point de vue plus général, les filières de commerce équitable se sont mobilisées pour appuyer ces démarches de réintroduction de pratiques agro-écologiques et une production durable. Ainsi dans le standard FairTrade, en plus du prix minimum garanti (2250\$/tonne FOB pour le quinoa conventionnel et 2600\$/tonne FOB pour le quinoa biologique), une prime de développement de 260\$/tonne est versée pour financer des projets collectifs décidés par les producteurs et productrices, mais, cas rare dans le standard FairTrade, une partie (30%) est obligatoirement dédiée à des projets de protection de l'environnement. C'est un outil spécifique à la filière quinoa pour répondre aux enjeux particuliers.



Crédit photo - GEPA, 2017

La naissance d'une filière quinoa française qui pose des questions

Depuis 2009, la culture à grande échelle du quinoa a été introduite en France. L'idée, louable à priori, est de parvenir à proposer une production locale de cette culture, au plus près des lieux de consommation nouveaux que sont l'Europe, pour participer à la relocalisation de l'économie. Une bonne idée à priori mais qui demande à être analysée plus en profondeur...

Consommer « proche » est-il toujours mieux que consommer « loin » ?

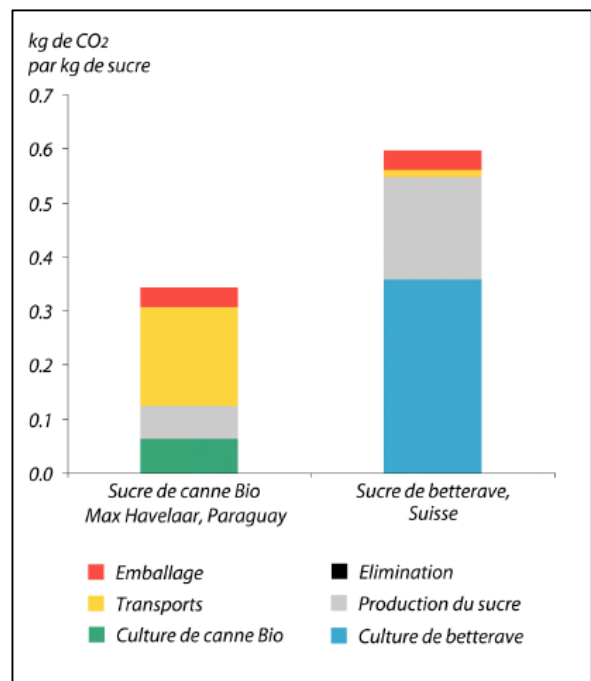
Bien sûr il ne s'agit pas ici de nier l'évidence : plus on produira localement et mieux ce sera d'un point de vue des transports et donc de l'environnement... mais ce qui est vrai pour des productions traditionnelles de nos latitudes l'est-il pour des productions nouvelles comme le quinoa par exemple ?

En effet, en agro écologie on apprend que les plantes sont adaptées à leur milieu et qu'elles y poussent de manière harmonieuse du fait de cette adaptation (résistance aux maladies locales, aux conditions pédoclimatiques, etc.). Le quinoa est une plante des hauts plateaux andins, et sa culture à des latitudes plus basses peut poser des problèmes comme nous l'avons vu précédemment avec l'exemple péruvien : qui dit nouvel environnement dit aussi nouvelles conditions et donc nouvelles méthodes de production... C'est aussi pour cette raison par exemple que le quinoa cultivé en France n'est pas une variété « real » et propose donc un produit qu'il est difficile de comparer en termes de qualité nutritive et gustative au quinoa bolivien équitable AdM par exemple.

Outre le fait que la production en France se fait à grand renfort de mécanisation (processus qui va immédiatement impacter fortement le bilan carbone de la production), elle fait aussi intervenir des produits de synthèse qui ont eux aussi un bilan carbone fort... avec pour conséquence au final de compenser voir de dépasser le bilan carbone de la production traditionnelle bolivienne même en incluant les transports internationaux... (voir l'exemple du sucre et les documents édités en 2015 sur les impacts environnementaux des filières équitables). Pour Didier Bazile, agroécologue au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ayant effectué de nombreuses recherches sur le quinoa, ne pas produire bio a pourtant un fort coût social et environnemental. «*Il vaut mieux faire voyager du quinoa sur 10 000 km qui aura été produit suivant des pratiques agroécologiques bio que produire localement de manière mécanisée*», affirme-t-il.

Max Havelaar pour Migros -Suisse

Il faut ajouter à tout cela, que toutes ces considérations, certes importantes, font totalement abstraction du caractère social de la filière équitable qui garantit à la fois des conditions de travail et des projets de développement pour des populations rurales très marginalisées...



Consommer du quinoa français soutiendrait-il un cas de bio-piratage ?

Vous trouverez de nombreux articles polémiques sur cette question très complexe. Il ne s'agit pas ici d'enquêter sur ce sujet et de donner une position juridique, mais simplement de poser la question de la légitimité d'une telle démarche et donc de la légitimité à la soutenir par sa consommation.

Depuis 2009, il existe des tentatives de production à grande échelle de quinoa en France (Anjou). Le pionnier de cette culture est Jason Abbott, qui a développé et breveté en collaboration avec l'université agronomique de Wageningen en Hollande 3 variétés de quinoa pour la culture sous nos latitudes.

Même si aujourd'hui, il a visiblement accepté d'alléger ses droits sur ces variétés (à affiner), il n'en reste pas moins que des questions légitimes se posent sur l'origine, au départ, des semences de quinoa utilisées par l'université pour obtenir ces nouvelles variétés ? Ont-elles fait l'objet d'un dédommagement financier des communautés andines pour le lent et patient travail de sélection opéré depuis des centaines d'années ? Ou ont-elles simplement été prélevées sans aucune autorisation et ramenées en Europe pour y être travaillées par croisement et sélection ?

CHIFFRES CLÉS (2015)	Bolivie	France
Quantité d'agriculteurs	80 000	323
Hectares semés	169 000	3 500
Production (en tonnes)	23 894	5 000
Consommation par habitant	1,4 kilo	0,08 kilo

Sous prétexte de « relocaliser » une culture qui n'est pas du tout traditionnelle de nos pays, pour des raisons environnementales qui restent encore à prouver, et en ayant, selon toutes probabilités, contrevenu aux règles internationales contre la bio-piraterie, est-il légitime de soutenir une filière française au risque d'abandonner petit à petit les producteurs et productrices originaux du quinoa qui bénéficient encore pleinement de l'effet économiques et social de ces filières équitables ? Si la relocalisation de l'économie est une dynamique qu'AdM soutient depuis longtemps (la nouvelle politique de partenariat Nord-nord en est une nouvelle étape), elle ne doit pas se faire contre les intérêts de nos partenaires historiques surtout lorsque le bénéfice environnemental n'est pas évident !

Conclusion

L'année 2013 a été un tournant décisif dans la filière quinoa. Après des années de folie, les choses sont revenues à des niveaux normaux mais les effets dévastateurs de ces années restent présents. De nouveaux défis apparaissent pour nos partenaires producteurs de quinoa bolivien, mais nous pouvons reprendre nos propres mots de 2013 en guise de conclusion en 2019 :

« D'une manière générale, et c'est le pari d'Artisans du Monde au travers de ses partenariats, nous faisons confiance aux producteurs et plus encore lorsqu'ils sont organisés collectivement et démocratiquement. Ce n'est pas à nous de tenter de convaincre les producteurs de changer leurs pratiques (cela peut se faire dans le cadre d'un projet commun et du dialogue entre partenaire) mais à nous de soutenir ceux qui nous semblent le plus proche de nos convictions. Leur faire confiance et leur laisser le temps de s'adapter aux bouleversements créés par cette « petite révolution ». Ainsi, soyons sûr qu'ils trouveront collectivement, les voies de développement qui satisferont tant leurs besoins que les enjeux globaux.

Quoiqu'il en soit, en tant que consommateur responsable, il convient de ne pas se laisser emporter par le flot de polémiques faciles et simplificatrices, qui pourraient gâcher l'impact évidemment positif de ces filières. En revanche, il faut continuer à questionner les filières que l'on nous propose afin de choisir celle qui se donne les moyens, par ses choix d'acteurs et de finalité, d'atteindre les nécessaires objectifs de durabilité. Ce n'est pas la filière quinoa qui est mauvaise mais la manière dont elle est conduite !!!

A Artisans du Monde, même si elle n'est pas parfaite, nous avons opté pour celle qui s'appuie avant tout sur une organisation de producteurs. Car, si elle aussi, a pu contribuer aux problématiques locales, elle a aussi démontré qu'elle était capable de réagir et d'accompagner ses membres vers une adaptation concertée et collective à ce nouvel environnement. »